



Pour le retrait de la loi El Khomri, poursuivons et amplifions le combat !

➔ Le projet de loi travail serait moderne ?

Finis l'égalité des droits pour tou-te-s, chaque entreprise aurait ses propres règles. Comme avant 1910, année de création du premier Code du travail. C'est ça une réforme moderne ?

➔ La négociation collective locale serait favorable aux salarié-e-s ?

Combien d'entreprises n'ont pas de syndicat ? Qu'arriverait-il aux salarié-e-s qui ne seraient plus couvert-e-s par les conventions collectives nationales ? Le projet prévoit explicitement que les « droits » des salariés seraient conditionnés par les besoins et les nécessités de l'entreprise... Bref un droit à géométrie variable à l'appréciation des employeurs !

➔ La flexibilité ferait baisser le chômage ?

Baisser le prix des heures sup, c'est moins d'embauches pour les chômeurs et plus d'heures moins payées pour les autres.

Faciliter les licenciements, c'est permettre plus de chantage à l'emploi et favoriser la précarité. C'est ce que veulent les patrons et la finance, pour augmenter la rentabilité et faire plus de profits. Toutes les mesures prises depuis 3 ans (loi sur la sécurisation de l'emploi, Pacte de responsabilité, loi MACRON...) se sont traduites par une augmentation du nombre des demandeurs d'emplois ! Seule la réduction du temps de travail a permis de créer des emplois.

La recette du gouvernement ne servirait qu'à masquer le chômage en remplaçant l'emploi par des jobs précaires, comme en Angleterre, en Allemagne ou en Espagne.

Ce qui fera baisser le chômage, c'est le retour de la croissance et l'arrêt de la désindustrialisation... Cela passe entre autres par la relance de la consommation, l'augmentation générale des salaires et des minima sociaux.

➔ La Garantie Jeunes et le Compte Personnel d'Activité seraient des avancées ?

la Garantie Jeunes a été lancée en 2013 et devait être généralisée en 2017 ; rien de nouveau, juste une annonce pour calmer la jeunesse, sans répondre à sa mobilisation contre la précarité.

Non seulement le CPA proposé serait une coquille vide, mais il remplacerait les droits collectifs par l'individualisation du droit.

**Partout dans le pays, les pouvoirs publics multiplient violences gratuites
et répression des manifestations.**

Cela nous indique la peur et la faiblesse du gouvernement.

Tous ensemble, on peut gagner et obtenir le retrait du projet de loi « Travail » !

Refusons la régression, la précarité, l'injustice sociale !

Les organisations syndicales du Puy de Dôme CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF appellent les salarié-e-s, précaires, jeunes et retraité-e-s à se mobiliser avec leurs syndicats.

Rassemblement jeudi 12 mai 2016 à 17h 30
Place de Jaude à Clermont-Ferrand

Mardi 17 Mai, jour du vote de l'Assemblée Nationale,
dans toute la France, nous avons à nouveau rendez-vous.

Nos manifestations doivent obliger les députés à nous entendre ;
ils ne doivent pas voter la loi travail !

Suivez l'actualité de l'action unitaire contre la loi travail à cette adresse : Retraitloitravail63.com

